Attaques contre le microcrédit

● Un reportage d'«Envoyé spécial» met en doute l'efficacité du système et parle d'une bulle des prêts à la consommation qui va éclater dans les pays pauvres

● Pour le professeur genevois Jean-Michel Servet, la microfinance comporte des vertus et des limites réelles

Ram Etwareea

La planète microfinance est en ébullition. Diffusé le 14 mai, un reportage, «Le banquier des pauvres», de l'émission *Envoyé spécial* sur France 2 bouleverse les idées reçues selon lesquelles le microcrédit fait éclore des millions de petits entrepreneurs et constitue une réponse à la pauvreté. Tourné en Inde et au Bangladesh, le documentaire montre que des clients du microcrédit s'enfoncent dans l'endettement sans fin et que des prêts sont accordés pour financer la consommation, voire pour payer la dot d'un mariage. Il dévoile aussi la contradiction entre le discours du prix Nobel de la paix Muhammad Yunus, «père de la microfinance», et sa pratique sur le terrain où les intérêts sont exorbitants. A lire les multiples commentaires dans la blogosphère, le documentaire semble avoir agi comme un coup de pied dans la fourmière, évoquant même une bulle qui va finir par éclater. Par ricochet, le reportage a déclenché une vague de désapprobation chez les acteurs, de plus en plus nombreux, de la microfinance, y compris en Suisse.

A Genève, BlueOrchard, l'un des leaders mondiaux de la branche, gère ou cogère une dizaine de fonds. En 2008, il comptait 870 millions de dollars d'actifs sous gestion, dont 670 millions étaient investis dans 130 institutions de microfinance (IMF), contre 580 millions en 2007 et 307 millions en 2006. Pas moins de 9 millions de micro-entrepreneurs, dont 50% de femmes, dans 40 pays, ont bénéficié des capitaux de BlueOrchard. La société genevoise regrette que le document de France 2

«permette, à travers un éclairage partiel et réducteur, de donner une image si négative de la microfinance». Antonella Notari Vischer, sa porte-parole, affirme que le secteur, qui croît entre 20 et 30% par an, débat régulièrement des bonnes et mauvaises pratiques et des effets bénéfiques et néfastes du microcrédit.

«Notre premier objectif est de croître, de proposer de nouveaux produits et de s'étendre géographiquement», poursuit Antonella Notari Vischer. C'est justement là où le bât blesse. BlueOrchard ne mesure pas la performance sociale de ses prêts. «L'exercice est compliqué et onéreux et, souvent, les IMF ont de la peine à rassembler toutes les informations», explique-t-elle.

«La microfinance a beaucoup de problèmes, mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain»

Il n'y a pas non plus d'évaluation précise des retombées sociales chez Symbiotics, autre fonds genevois qui a accordé plus d'un demi-milliard de dollars de prêts entre 2006 et 2008 à travers 300 IMF en Amérique latine et en Europe centrale et de l'Est. «Nous avons une méthodologie de rating qui nous permet de filtrer nos IMF partenaires et de sélectionner ceux qui travaillent avec les entrepreneurs de ceux qui visent le crédit à la consommation», explique Francine Jacquemet, responsable du marketing et des communications. Symbiotics veut accroître sa

masse sous gestion de 5 millions de dollars par mois. Les années 2006 et 2007 ont été marquées par une croissance de 50% et de 60%.

A New Delhi, Vipin Sharma dirige Access, organisation faitière qui regroupe 111 IMF en Inde. Il comprend les accusations lancées par France 2: «C'est devenu une activité commerciale lucrative depuis les années 90, ce qui explique l'intérêt grandissant des investisseurs dans ce créneau.» Le patron d'Access va plus loin. En 1997, l'industrie de la microfinance a fixé comme objectif de toucher 130 millions de personnes dans le monde en cinq ans. Cet objectif a été atteint grâce à la multiplication des IMF, mais sans que la question de l'impact des prêts soit posée. Toutefois, Vipin Sharma estime que la microfinance est globalement une réussite en Inde. Grâce à elle, des millions de pauvres échappent aux usuriers sans scrupule qui les maintenaient à vie dans la trappe de la dette. «La microfinance a beaucoup de problèmes, mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain», conclut-il.

C'est Planet Finance, présent dans 80 pays, qui s'est senti le plus visé par le reportage d'*Envoyé spécial*. Dans un communiqué, l'organisation parisienne «protège contre le dommage causé à son image» et affirme qu'elle n'est pas «une société commerciale, mais une organisation de solidarité à but non lucratif». Elle affirme que, dans le reportage, «Jacques Attali, le président, participe non pas à une réunion de fonds d'investissement désireux de gagner de l'argent dans la microfinance, mais à une conférence soucieuse d'aider à la réduction de la pauvreté».